

# DECISION DCC 18-137

## DU 28 JUIN 2018

### *La Cour constitutionnelle,*

Saisie d'une requête en date à Cotonou du 15 mai 2018 enregistrée à son secrétariat à la même date sous le numéro 0871/143/REC, par laquelle Madame Joséphine ADANTINNON, Maître René E. FAGBEMI et Monsieur Mussilliou Wassi SAGBOHAN demeurant à Porto-Novo, BP 2354, représentants les agents omis lors des opérations de reversement des agents contractuels de l'Etat, demandent à la Cour de faire « des investigations pour le dégel » de leur situation.

**VU** la Constitution du 11 décembre 1990 ;

**VU** la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

**VU** le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

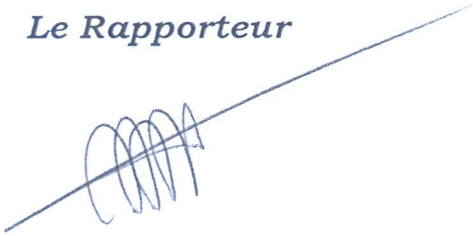
Ouï Madame C. Marie José de DRAVO ZINZINDOHOUE en son rapport

Après en avoir délibéré,

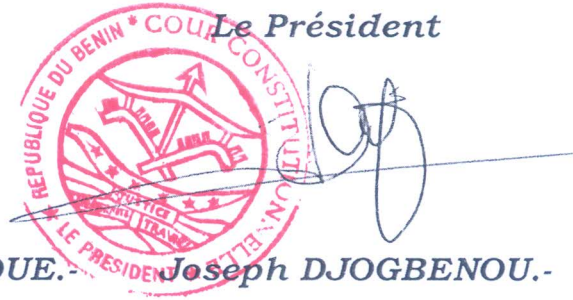
**Considérant** que les requérants soutiennent que par les arrêtés n°135/MTFP/SGM/DGFP/Ch-A/SP du 12 mai 2009 et n° 143/MTFP/DC/SGM/DGFP/Ch-A/SP du 9 juillet 2009, « la plupart des agents occasionnels proposables pour le reversement ont vu leur situation administrative régularisée et leur contrat de

Madame	C. Marie José de DRAVO ZINZINDOHOUE	Membre
Monsieur	André KATARY	Membre
Monsieur	Fassassi MOUSTAPHA	Membre
Monsieur	Sylvain M. NOUWATIN	Membre

***Le Rapporteur***



***Le Président***



***C. Marie José de DRAVO ZINZINDOHOUE.- Joseph DJOGBENOU.-***